

Table des matières

Sommaire.....	7
Avant-propos.....	11
Chapitre introductif.....	15
Section 1 – Le cadre général de la lutte contre le terrorisme en droit de l’Union.....	17
§1. Les orientations générales de la politique de lutte contre le terrorisme de l’Union.....	17
A. Le premier âge d’une politique réactionnelle de lutte contre le terrorisme.....	18
B. L’élaboration d’une politique globale de lutte contre le terrorisme.....	19
C. L’actualité de la politique de lutte contre le terrorisme : le programme de Stockholm.....	23
§2. L’éclatement des bases juridiques.....	25
A. Les bases juridiques de la lutte contre le terrorisme dans les traités antérieurs.....	26
B. L’apport du traité de Lisbonne.....	28
§3. La lutte contre le terrorisme à géométrie variable : les situations dérogatoires.....	35
A. Les États membres en <i>opt-out/in</i>	35
B. Les États tiers et organisations internationales associés.....	37
1. L’association générale de pays tiers : l’espace Schengen.....	37
2. L’association particulière d’États tiers ou d’organisations internationales : la capacité de l’Union à conclure des accords et traités internationaux.....	39
Section 2 – Les instruments juridiques de la lutte contre le terrorisme en droit de l’Union.....	41
§1. Les outils normatifs à disposition.....	41
§2. Les instruments normatifs de la lutte contre le terrorisme.....	44
A. Les instruments normatifs spécifiquement dédiés à la lutte contre le terrorisme.....	44
1. La décision-cadre d’harmonisation des incriminations terroristes.....	44
2. Les mesures restrictives.....	47
3. Les accords PNR.....	49

4. La prévention civile des actes terroristes.....	50
B. Les instruments transversaux	51
1. Les instruments de la coopération policière et judiciaire en matière pénale	52
a) Les instruments juridiques de coopération pénale.....	52
b) Le support opérationnel de l'Union à la coopération policière et judiciaire en matière de lutte contre le terrorisme.....	54
2. Les instruments juridiques en matière de politique de visa, asile et immigration.....	60
Chapitre I	69
Section 1 – La prévention générale des actes de terrorisme : la lutte contre la radicalisation violente.....	72
A. L'identification des facteurs de radicalisation violente	73
1. La compréhension du phénomène de la radicalisation violente.....	73
2. La collecte et le partage d'informations relatives à la radicalisation violente.....	76
B. L'éradication des facteurs de radicalisation violente	78
1. La coopération, outil d'apaisement face à la radicalisation violente	79
2. La coercition, outil de lutte contre la radicalisation.....	83
Section 2 – La prévention spéciale d'actes de terrorisme : la lutte contre le financement du terrorisme.....	90
A. Un cadre harmonisé de lutte contre le financement du terrorisme.....	90
1. L'existence d'un cadre favorable à l'harmonisation.....	91
2. La facilitation de l'harmonisation.....	93
B. Un cadre en devenir de la lutte contre le financement du terrorisme	96
1. Un dispositif à compléter.....	96
2. Un dispositif complémentaire.....	100
Conclusion du chapitre I.....	103
Chapitre II	105
Section 1 – La difficile appréciation de l'impact du mandat d'arrêt européen en matière de lutte contre le terrorisme.....	107
A. L'efficacité du mandat d'arrêt européen en tant qu'instrument non spécifique.....	107
1. Le renouveau de l'extradition par la simplification.....	108
2. Les difficultés d'intégration du mandat d'arrêt européen	109
3. Une évaluation imparfaite du mandat d'arrêt européen.....	110

B. Une absence d'exclusivité du mandat d'arrêt européen en tant qu'instrument spécifique.....	110
1. Une absence de spécificité générale au regard de la jurisprudence.....	111
2. Une absence de spécificité au regard de la problématique des droits fondamentaux	113
Section 2 – La nécessaire amélioration du mandat d'arrêt européen en matière de lutte contre le terrorisme	118
A. Une amélioration inspirée du droit comparé : « le mandat d'arrêt nordique ».....	119
1. Genèse du « mandat d'arrêt nordique »	119
a) La procédure antérieure : l'extradition entre pays scandinaves....	119
b) Une réponse scandinave au mandat d'arrêt européen.....	120
2. Mandat d'arrêt nordique et mandat d'arrêt européen : quelles convergences ? Quelles divergences ?.....	121
B. Une amélioration issue d'une conjugaison avec les outils existants : confiance mutuelle et équipes communes d'enquête....	124
Conclusion du chapitre II.....	125
Chapitre III	127
Section 1 – Le cadre général de la protection des données à caractère personnel.....	128
A. Le cadre législatif général : la directive du 4 octobre 1995.....	129
B. Le cadre législatif spécial : la décision-cadre du Conseil du 27 novembre 2008.....	131
Section 2 – Les modalités de l'échange des données à caractère personnel.....	133
A. Les instruments visant à prévenir et combattre le terrorisme et les formes graves de criminalité.....	134
B. Les agences mandatées pour aider les États à prévenir et combattre le terrorisme et les formes graves de criminalité.....	139
C. Les accords internationaux visant à prévenir et combattre le terrorisme et les formes graves de criminalité.....	141
1. Les données PNR (<i>Passenger Name Record</i>)	141
a) Les vicissitudes de la décennie 2001-2011	141
b) L'accord de 2011	144
2. Programme de surveillance du financement du terrorisme (accords dit « <i>Swift</i> »).....	152
Conclusion du chapitre III.....	156

Chapitre IV	157
Section 1 – La portée individuelle de la jurisprudence de la Cour de justice : l'équilibre entre lutte contre le terrorisme et garantie de la situation individuelle.....	162
§1. Les lignes directrices jurisprudentielles relatives aux droits de la personne.....	164
A. La garantie des droits de la personne.....	164
1. Les droits des personnes inscrites sur les listes.....	164
a) L'objet du contrôle : une inscription actuelle.....	164
b) Le fondement du contrôle : l'atteinte aux droits fondamentaux.....	165
α) Les droits procéduraux.....	165
1. L'absence d'atteinte à la présomption d'innocence....	165
1.1 La nature de la mesure de gel de fonds	166
1.2 Les caractères de la mesure de gel de fonds....	167
2. La violation de l'essence de la garantie procédurale....	168
2.1 Dans le cadre onusien.....	168
2.2 Dans le cadre communautaire proprement dit....	170
β) Les droits substantiels.....	172
1. De quelques allégations ponctuelles	172
2. L'allégation récurrente : l'atteinte au droit de propriété	174
2. Les droits des tiers.....	175
a) Droit des tiers et appréciation de la notion de fonds et ressources économiques liés au terrorisme	175
α) Ressources économiques et contrat de vente.....	176
β) Fonds et prestations de sécurité sociale ou d'assistance bénéficiant à l'épouse.....	177
b) Répercussion sur les droits des tiers d'une mesure de gel de fonds et ressources économiques liés au terrorisme	179
α) Droits des cocontractants vendeurs de la personne inscrite sur la liste : l'obligation de remboursement aux acquéreurs du prix de vente du bien.....	179
β) Droits des coacquéreurs de la personne seule inscrite sur la liste : l'étendue du gel du remboursement du prix de vente du bien	180
B. L'efficacité de la lutte anti-terroriste.....	181
1. Efficacité de la lutte antiterroriste et restriction des droits des personnes inscrites sur les <i>black lists</i>	181
a) Restriction des droits procéduraux.....	181

α) Limitation dans le temps	181
β) Limitation dans l'espace	184
b) Restriction du droit de propriété	186
2. Efficacité de la lutte antiterroriste et facilitation de l'action du Conseil.....	188
a) Lors de l'édition de mesures restrictives	188
b) Lors de l'annulation des mesures restrictives.....	191
α) Le différé des effets de l'annulation par la CJCE	191
β) L'application immédiate de l'annulation par le Tribunal	192
§2. Les lignes directrices jurisprudentielles relatives au statut de la personne.....	194
A. L'existence d'un lien entre actes de terrorisme et cas d'exclusion du statut de réfugié.....	195
B. L'absence d'automatisme du lien entre appartenance à une organisation terroriste et cas d'exclusion du statut de réfugié.....	196
Section 2 – La portée institutionnelle de la jurisprudence de la Cour de justice : les précisions apportées à l'articulation des ordres juridiques.....	198
§1. Jurisprudence de la Cour de justice et articulations internes à l'UE. 199	
A. Cour de justice et précisions relatives à la réception des décisions nationales.....	199
1. Les qualités exigées de la décision nationale.....	199
a) La décision d'inscription sur la liste : une procédure nationale largement définie.....	200
α) Non exigence d'une procédure nationale de nature pénale	200
β) Non exigence d'une condamnation définitive	202
b) Le maintien sur la liste : l'exigence du maintien de la décision nationale	205
α) L'exigence d'une décision en vigueur.....	205
β) Les raisons de l'exigence	207
2. Les fondements contrôlés de la décision nationale	208
a) La confiance faite aux autorités nationales	209
b) Le contrôle du respect de la confiance faite aux autorités nationales.....	211
B. Cour de justice et précisions relatives au respect des décisions européennes	213
1. Le respect de la décision européenne par les instances européennes	213
a) La prise de conscience de l'invalidité de l'inscription.....	214

b) La prise en considération des raisons de l'invalidation	215
c) L'absence de responsabilité de l'Union européenne du fait de l'invalidation.....	215
2. La réception des décisions européennes par les procédures nationales	216
a) La conséquence de l'invalidation du règlement.....	217
b) L'absence de conséquence de la rectification.....	218
§2. Jurisprudence de la Cour de justice et articulations extérieures à l'UE.....	219
A. Jurisprudence de la Cour de justice et Conseil de l'Europe.....	219
1. Les références aux lignes directrices du Comité des ministres du Conseil de l'Europe.....	220
2. Le rôle de la Cour européenne des droits de l'homme et de sa jurisprudence.....	222
a) L'articulation des recours entre les deux Cours européennes.....	222
α) La concordance dans l'appréhension de la qualité de victime	223
β) La contestation devant la Cour européenne des décisions unionistes	224
b) Les références par les juridictions de l'Union européenne à la Cour de Strasbourg	226
α) Les références à la jurisprudence de la Cour de Strasbourg lors de la validation du dispositif	227
β) Les références à la jurisprudence de la Cour de Strasbourg lors de l'évolution du dispositif.....	228
B. Jurisprudence de la Cour de justice et ordre international des Nations unies	230
1. L'autonomisation de l'ordre juridique communautaire.....	231
a) Le rappel d'un lien existant.....	231
b) La recherche d'une autonomie.....	232
2. La persistance du lien avec le cadre onusien.....	234
a) La distinction des résolutions onusiennes et des dispositions européennes.....	234
b) La prise en considération des résolutions onusiennes par les juridictions européennes.....	235
Conclusion du chapitre IV	237
Conclusion	239
Bibliographie	243
Table des matières	273